

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

8 JANVIER 2004

Proposition de loi créant un Fonds fédéral du sport et instaurant des chèques-sport

(Déposée par M. Jean-Marie Dedecker)

DÉVELOPPEMENTS

A. La candidature de la Flandre à l'organisation des Jeux de 2016

La Flandre pourrait poser sa candidature à l'organisation des Jeux olympiques de 2016. Cette éventuelle candidature — accompagnée d'un dossier détaillé — doit être déposée auprès du Comité international olympique (CIO) à Lausanne en 2007 au plus tard. La décision interviendra en 2009. La ville candidate n'est toujours pas connue avec certitude. La Flandre n'est évidemment pas la seule région intéressée. La ville sud-coréenne de Pusan, Milan et Minneapolis, entre autres, ont d'ores et déjà annoncé qu'elles envisageaient sérieusement de se porter candidates. Prague et Tel Aviv y pensent également.

Il ne fait aucun doute que le soutien du gouvernement belge sera nécessaire. Cet événement bénéficiera d'ailleurs à l'ensemble de l'économie belge. Il faut dès lors éviter que le dossier ne se fourvoie dans les méandres communautaires. Décrocher l'organisation des Jeux olympiques en Belgique en 2016 pourrait avoir, pour notre pays, les mêmes retombées positives que l'Expo '58.

Le ministre-président flamand a déclaré à ce propos: (*traduction*) «Le projet met en place tout un réseau: il crée de l'emploi, stimule l'économie et pousse la Flandre à investir dans les infrastructures

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

8 JANUARI 2004

Wetsvoorstel tot oprichting van een Federaal Sportfonds en invoering van sportcheques

(Ingediend door de heer Jean-Marie Dedecker)

TOELICHTING

A. De kandidatuur van Vlaanderen voor de organisatie van de Spelen van 2016

Vlaanderen stelt zich mogelijkerwijs kandidaat om in 2016 de Olympische Spelen te organiseren. Een eventuele kandidatuur — inclusief uitgebreid dossier — moet in 2007 bij het Internationaal Olympisch Comité (IOC) in Lausanne ingediend zijn. In 2009 valt de beslissing. Het is voorlopig nog niet duidelijk welke stad kandideert. Vlaanderen is uiteraard niet de enige regio. Onder meer Pusan in Zuid-Korea, Milaan en Minneapolis hebben al laten weten een kandidatuur ernstig te overwegen. Praag en Tel Aviv denken er ook over.

Het staat buiten kijf dat steun van de Belgische regering noodzakelijk zal zijn. Dit evenement zal trouwens de gehele Belgische economie ten goede komen. Het dossier mag dan ook niet in een communautair vaarwater verzeilen. De Olympische Spelen in 2016 naar België halen kan voor ons land dezelfde positieve effecten genereren als Expo '58.

Zoals de minister-president van Vlaanderen stelt: «Het project brengt een heel netwerk op gang: het creëert werkgelegenheid, stuwt de economie en het dwingt Vlaanderen om iets te doen aan de sport-

sportives, routières et autres. Nous devons élever nos clubs sportifs et nos infrastructures à un très haut niveau. Il faudra investir dans des stades, des piscines et des pistes. Ce projet influencera même les objectifs finaux de l'enseignement, car le sport doit aussi être valorisé dans ce cadre.»

Jacques Rogge, président du CIO (Comité international olympique), a affirmé que le succès de la candidature pour 2016 dépendra également des performances sportives de nos athlètes sur la scène internationale. Il est dès lors nécessaire d'investir dans le sport de haut niveau; il importe de créer, à cet effet, de nouveaux instruments financiers.

B. Une première initiative: la création d'un Fonds fédéral du sport et l'instauration de chèques-sport

D'où une première initiative en faveur de ce projet ambitieux, mais incontestablement réalisable: la proposition de créer un Fonds fédéral du sport et d'instaurer des chèques-sport.

Les chèques-sport constitueront pour les membres du personnel un avantage complémentaire à leur rémunération. Les employeurs pourront octroyer des chèques-sport à leurs travailleurs sans que la valeur de ces titres soit considérée comme une rémunération.

L'attribution de chèques-sport poursuit un double objectif.

1. Soutenir le projet du ministre-président flamand de présenter la candidature de la Flandre à l'organisation des Jeux olympiques

Des chèques-sport pourront être achetés auprès de firmes spécialisées. Ces firmes reverseront alors un certain pourcentage du prix perçu au fonds appelé à soutenir financièrement l'organisation des Jeux olympiques de 2016. Notre intention n'est toutefois pas de focaliser ce fonds fédéral, créé sous la forme d'un établissement d'utilité publique, sur le seul projet des Jeux olympiques de 2016. Il est conçu comme un fonds de développement du sport dans le Royaume, au sens le plus large du terme. Nous pensons à des événements internationaux qui, quelles que soient la communauté qui les organise et les disciplines sportives retenues, seraient susceptibles d'avoir des retombées positives pour le Royaume ou pour la région concernée, et ce, sur le plan sportif, social ou économique. Ce fonds sera également affecté à la formation des sportifs de haut niveau, en fonction de ces événements.

Le fonds devra réunir des politiques et des gens de terrain. C'est pourquoi nous prévoyons que l'assemblée générale sera constituée de délégués des fédérations sportives d'une certaine importance, qui

wegen-, en andere infrastructuur. We zullen onze sportclubs en infrastructuur moeten optillen naar topniveau. We zullen moeten investeren in stadions, zwembaden en pistes. Dit project zal zelfs de eindtermen in het onderwijs beïnvloeden: want 'sport' moet ook daar opgewaarderd worden.»

Jacques Rogge, voorzitter van het IOC (Internationaal Olympisch Comité) stelde dat het slagen van de kandidatuur voor 2016 ook afhankelijk is van de sportieve prestatie van onze atleten op het internationaal forum. Investeren in de topsport is dan ook een noodzaak; daarvoor moeten nieuwe financiële modaliteiten gecreëerd worden.

B. Een eerste initiatief: oprichting van een Federaal Sportfonds en de invoering van sportcheques

Vandaar deze eerste stap in de ondersteuning van dit ambitieus maar ongetwijfeld haalbaar project: een voorstel tot oprichting van een Federaal Sportfonds en de invoering van sportcheques voor personeelsleden.

Sportcheques zullen voor personeelsleden een extra bovenop het loon vormen. De sportcheque kan door de werkgever aan zijn personeelsleden worden toegekend, zonder dat de waarde van de sportcheque wordt beschouwd als loon.

De bedoeling van het uitreiken van sportcheques is tweërlei.

1. Het ondersteunen van het project van de Vlaamse minister-president om te kandideren voor de Olympische Spelen

Bij gespecialiseerde firma's kunnen sportcheques worden gekocht. Van de ontvangen prijs storten de firma's een bepaald percentage door aan het fonds dat de ambitie om de Olympische Spelen 2016 te organiseren financieel moet ondersteunen. Onze bedoeling is wel dat dit Federaal Fonds, opgericht als instelling van openbaar nut, niet enkel gefocust is op dit ene project, de Olympische Spelen van 2016. Het wordt opgevat als een Fonds voor de ontwikkeling van de sport in het Rijk in de breedste zin van het woord. Hiermee denken wij aan internationale evenementen die plaatsvinden in ongeacht welke gemeenschap en in ongeacht welke sporttak die in belangrijke mate een positieve sportieve, sociale of economische weerslag kunnen hebben voor het Rijk of voor de betrokken regio. Het fonds dient tevens voor de opleiding van topsporters in functie van die evenementen.

Het fonds moet politiek en mensen uit de praktijk verenigen. Vandaar dat wij erin voorzien dat de algemene vergadering is samengesteld uit afgevaardigden van min of meer belangrijke sportfederaties die vier

pourront désigner quatre des dix membres du conseil d'administration. Il faudra bien entendu trouver un équilibre dans la représentation des fédérations francophones et néerlandophones.

Vu l'importance du Fonds fédéral du sport pour tant d'aspects de la vie sociale, nous proposons de l'exonérer de tout impôt.

Il est évidemment difficile d'estimer les retombées financières de cette initiative pour la collectivité. Tout dépendra du succès qu'elle recueillera auprès des employeurs et des travailleurs. Dans l'hypothèse où 7% de la population active se verrait attribuer chaque année des chèques-sport d'une valeur de 200 euros et où la contribution s'élèverait à 1% du volume d'émission, les moyens financiers générés pourraient représenter de 500 000 à 1 000 000 d'euros par an.

2. Inciter les membres du personnel à faire davantage de sport et contribuer indirectement à la réalisation d'économies dans le secteur de l'assurance-maladie et à l'accroissement du PIB

Cette action présente un avantage important pour l'employeur, car pratiquer un sport est incontestablement bénéfique pour la santé. Le sport apporte une contribution essentielle à la santé publique.

Le sport consiste en des exercices physiques qui favorisent la santé d'une manière générale, dans une société marquée par un sédentarisme croissant et une condition physique défaillante de la jeunesse (IDS, 1990).

Après le tabac, l'inactivité physique est le plus grand facteur de risque de survenance de maladies. L'inactivité contribue à raison de 60% au risque de maladies cardiovasculaires. De plus en plus de personnes souffrent de surpoids. L'obésité est un véritable fléau qui est provoqué par l'américanisation de notre culture, par la naissance de la génération des «zappeurs». Le nombre d'enfants ayant un poids excessif a été multiplié par 1,5 à 2 ces vingt dernières années. Au cours de cette période, le temps passé par les enfants à jouer à l'extérieur s'est réduit de moitié. Un tiers des enfants de 7 à 9 ans ne jouent quasiment plus jamais dehors. Le biotope naturel pour le développement des aptitudes physiques devient de plus en plus restreint, de par la progression de l'urbanisation, la hausse du trafic, la création d'espaces «préservés», de zones naturelles inaccessibles protégées, etc.

Une étude néerlandaise (parue dans «*Sport, Beweging en Gezondheid 2000*») mentionne la norme néerlandaise *Gezond bewegen* (la santé par le mouvement). Les adultes ont besoin d'au moins une demi-

van de tien leden van de raad van bestuur kunnen aanwijzen. Uiteraard wordt een evenwicht gezocht in de vertegenwoordiging van Nederlandstalige en Frans-talige federaties.

Gelet op zijn belang voor zovele aspecten van het maatschappelijk leven, stellen wij voor het Federaal Sportfonds vrij te stellen van enige belasting.

Het is uiteraard niet eenvoudig een schatting te maken van de financiële opbrengst voor de gemeenschap. Alles zal uiteraard afhangen van het succes dat het initiatief bij de werkgevers en werknemers heeft. Indien 7% van de beroepsbevolking jaarlijks sportcheques ter waarde van 200 euro zou ontvangen en de bijdrage zou 1% van het uitgiftevolume bedragen dan zouden er financiële middelen kunnen gegenereerd worden van ongeveer 500 000 à 1 000 000 euro per jaar.

2. Personeelsleden aanzetten tot meer sporten en indirect bijdragen tot besparingen in de ziekteverzekering en verhoging van het BBP

Hier zien wij een belangrijk voordeel voor de werkgevers. Sportbeoefening levert immers onbetwistbaar een betere gezondheid op. Sport brengt in essentie bij tot de volksgezondheid.

Sport is lichaamsbeweging en bevordert op algemene wijze de gezondheid in onze maatschappij, waar toenemend sedentair leven gepaard gaat met een afnemende fysieke fitheid van de jeugd (IDS, 1990).

Na het roken is lichamelijke inactiviteit de grootste risicofactor op het ontstaan van ziekte. Inactiviteit draagt voor 60% bij tot het risico op hart- en vaatziekten. Steeds meer mensen hebben overgewicht. Obesitas is een echte kwaal door de veramerikanisering van onze cultuur, door de geboorte van «de zappgeneratie». Het aantal kinderen met overgewicht is de jongste twintig jaar 1,5 tot 2 keer zo groot geworden. In die periode is de tijd dat kinderen buiten spelen gehalveerd. Een derde van de 7 tot 9-jarigen speelt vrijwel nooit meer buiten. De natuurlijke biotoop voor de ontwikkeling van lichamelijke vaardigheden wordt steeds beperkter door oprukkende verstedelijking, toenemend verkeer, «vrije» ruimte, beschermde ontoegankelijke natuurzones, enz.

Een Nederlandse studie (in *Sport, Beweging en Gezondheid 2000*) vermeldt de Nederlandse norm *Gezond Bewegen* (NNGB). Voor volwassenen geldt minimaal een half uur matig tot intensief bewegen per

heure par jour de mouvement modéré à intensif, au moins cinq jours par semaine. Pour les enfants, la norme minimale est d'une heure. On dénombre chaque année aux Pays-Bas 8 000 décès qui sont la conséquence directe d'un manque de mouvement — un chiffre qui représente à lui seul 6% du nombre des décès. Selon le sondage le plus récent, 40% de la population âgée de plus de 16 ans répond à la norme «actif», 48% est semi-active et 12% inactive.

L'absentéisme pour cause de maladie est dû dans à peu près un tiers des cas à des troubles de l'appareil locomoteur (surtout la colonne vertébrale) et pour un autre tiers à des troubles psychiques. En 1999, 43% de la population active néerlandaise s'est plainte de troubles des organes locomoteurs (dos, nuque, épaule, bras), et 21% de ceux-ci étaient malades.

L'avantage économique de la formule mouvement/sport avoisine aux Pays-Bas les 725 millions d'euros, soit la différence entre 1 045 millions d'euros d'économies sur le coût de l'absentéisme et 325 millions d'euros représentant le coût des traitements médicaux et de l'absentéisme à la suite de blessures. Si l'on extrapole à l'échelle de la population belge, qui est culturellement moins tournée vers le sport qu'aux Pays-Bas, il apparaît que l'effet de retour est encore plus élevé en pourcentage.

Encourager le sport au moyen de la déductibilité fiscale permet de générer, à terme, pour le Trésor, grâce à l'économie réalisée, notamment sur les frais médicaux, le coût de l'absentéisme et des incapacités de travail, un gain plusieurs fois supérieur à la perte subie.

À titre d'illustration, citons quelques résultats flagrants d'études scientifiques réalisées à ce sujet.

1. Une étude américaine effectuée chez Steelcase et qui s'est étalée sur une période de trois ans (source: *American Journal of Health Promotion Louis Tse-Ching Yen*) a montré que les demandes d'indemnisation pour maladie introduites par des travailleurs inactifs représentaient un coût de 869,98 US dollars, sur une base annuelle, contre 478,61 US dollars pour les travailleurs actifs.

2. Une étude canadienne a calculé qu'une heure de sport par jour à l'école génère, à terme, une économie sur les frais de maladie de 1,8 milliard d'euros par an pour une population de 30 millions d'habitants.

dag, minstens vijf dagen per week. Voor kinderen is de norm minimaal een uur. Jaarlijks sterven er in Nederland 8 000 mensen, hetzij 6% van het aantal doden alleen al als het rechtstreeks gevolg van te weinig bewegen. 40% van de bevolking boven de 16 jaar is volgens de meest recente peiling normactief, 48% semi-actief en 12% inactief.

Ziekteverzuim wordt voor ongeveer een derde veroorzaakt door klachten aan het bewegingsapparaat (vooral de wervelkolom) en voor een derde door psychische klachten. Van de Nederlandse beroepsbevolking heeft in 1999 43% klachten ondervonden aan het bewegingsapparaat (rug, nek, schouder, arm); in verband daarmee is 21% ziek.

Economische baten bewegen/sport belopen in Nederland circa 725 miljoen euro. Dit is het verschil tussen 1 045 miljoen euro besparing op ziekteverzuim en 325 miljoen euro door kosten van medische behandeling en ziekteverzuim ten gevolge van blessures. Gerelateerd aan de Belgische bevolking, waar de sport minder cultuurgebonden is dan in Nederland, zou het terugverdieneffect van de hele wet percentsgewijze nog groter zijn.

Sport aanmoedigen door fiscale aftrekbaarheid levert op termijn een veelvoud op voor de Schatkist door de besparing op medische kosten, ziekteverzuim, arbeidsongeschiktheid, enz.

Ter illustratie enkele flagrante resultaten van wetenschappelijke studies dienaangaande.

1. Een drie jaar durende Amerikaanse studie in Steelcase (bron: *American Journal of Health Promotion Louis Tse-Ching Yen*) toonde aan dat inactieve werknemers 869,98 US dollar kosten aan ziekteclaims tegenover 478,61 US dollar voor actieve werknemers op jaarbasis.

2. Een Canadese studie becijferde dat één uur sportbeoefening per dag op school op termijn een besparing op de ziektekosten oplevert van 1,8 miljard euro per jaar op een bevolking van 30 miljoen inwoners.

3. General Motors a constaté que les travailleurs qui pratiquent activement un sport sont deux fois moins mécontents, ont deux fois moins d'accidents et perdent 40% de temps en moins (source: *Commercial Magazine GM*), et ce grâce à:

- une efficacité accrue;
- un moins grand nombre d'erreurs mentales;
- un meilleur moral;
- une plus grande concentration;
- une meilleure gestion du temps;
- des prises de décisions plus rapides.

4. D'après General Electric, les travailleurs qui entretiennent leur forme physique ont 45% d'absences en moins que leurs collègues (source: *Business & Health — Nancy Coe Bailey, 1990*).

5. British Columbia Hydroelectric a réalisé une étude sur la rétention de personnel. La rotation du personnel pour les travailleurs qui suivaient un programme de remise en forme était de 3,5%, alors que la moyenne était de 10,3% (source: *Benefit of Employee Health Programs, Cigna, 1991*).

6. L'organisation de santé SWICA est, avec ses 635 000 assurés, la quatrième plus grande compagnie d'assurance maladie de Suisse. Selon elle, les personnes qui s'entraînent dans un centre de remise en forme sont des clients peu coûteux (SWICA — étude réalisée par Paul Eigenman, 2001, Qualitop). Afin d'obtenir des résultats statistiquement fiables et non aléatoires, on a examiné un peu plus de 470 000 assurés (échantillon représentatif de par le grand nombre). Ces assurés de l'organisation de santé SWICA ont été répartis en deux groupes: un groupe-index qui a obtenu un remboursement partiel de son abonnement de remise en forme grâce à une assurance complémentaire accordée au cours des années 1997-1998 et un groupe-témoin qui n'a bénéficié d'aucune intervention. Le groupe-témoin présente les mêmes caractéristiques que le groupe-index en ce qui concerne tant le sexe que l'âge. L'on a aussi veillé à ce que le groupe de contrôle présente les mêmes caractéristiques en ce qui concerne tant l'âge que le sexe dans les diverses régions linguistiques de Suisse.

7. Une étude menée par la *Technische Hogeschool TNO Arbeid* de Delft auprès de 1 700 travailleurs de 34 branches d'activités montre que les personnes qui font du sport sont en moyenne malades 6 jours de moins et qu'elles prennent en moyenne 12 jours de congé de maladie de moins que leurs collègues qui ne pratiquent aucun sport.

3. General Motors stelde vast dat werknemers die actief sporten 50% minder mistevreden zijn, 50% minder ongevallen hebben en 40% minder tijd verliezen (bron: *Commercial Magazine GM*). Dit door:

- een verhoogde efficiëntie;
- minder mentale fouten;
- verbeterd moreel;
- verhoogde concentratie;
- beter time-management;
- sneller beslissingen nemen.

4. Volgens General Electric zijn werknemers die trainen 45% minder afwezig dan hun collega's. (Bron: *Business & Health — Nancy Coe Bailey, 1990*).

5. British Columbia Hydroelectric maakte een studie over personeelsretentie. Het personeelsverloop bij werknemers die een fitnessprogramma volgden was 3,5% terwijl het gemiddelde 10,3% was. (Bron: *Benefit of Employee Health Programs, Cigna, 1991*).

6. De SWICA-gezondheidsorganisatie is met zijn 635 000 verzekerden de vierde grootste verzekeraar in Zwitserland. Personen, die trainen in een fitnesscentrum, zijn volgens deze ziekteverzekeraar goedkopere klanten (SWICA — studie door Paul Eigenman, 2001, Qualitop). Om statistisch betrouwbare en niet-toevallige resultaten te bekomen, onderzocht men iets meer dan 470 000 verzekerden (representatief door het grote aantal). Die verzekerden van de SWICA-gezondheidsorganisatie werden in twee groepen verdeeld. Een studiegroep die door hun aanvullende verzekering in de jaren 1997-1998 een gedeelte van hun fitnessabonnement terugbetaald kregen tegenover een controlegroep die geen bijdrage genoot. De controlegroep komt overeen met de studiegroep zowel op vlak van geslacht en als van leeftijd. De controlegroep werd ook in de verschillende taalregio's van Zwitserland in verhouding van leeftijd en geslacht gelijkgesteld met de studiegroep.

7. Een onderzoek uitgevoerd bij 1 700 werknemers uit 34 bedrijfstakken door de *Technische Hogeschool TNO Arbeid* in Delft toont aan dat sportende werknemers gemiddeld zes dagen minder ziek zijn en gemiddeld 12 dagen minder ziekteverlof nemen dan hun niet-sportende collega's.

Le tableau montre qu'il y a un surcoût significatif pour l'assurance maladie des personnes non sportives.

«Ce graphique est disponible sur support papier et sur le site WWW du Sénat (<http://www.senate.be>)»

Le sport ne fait pas que favoriser la santé physique; il présente en outre diverses caractéristiques qui améliorent la qualité de la vie et qui sont susceptibles d'atténuer l'«aigreur» croissante de notre société.

— La fonction de libération et de détente qui agit comme une soupape d'échappement et un sédatif en cas de tensions. Libération de pulsions, détournement de l'agressivité ... libération physique et mentale, constituant une sorte de «catharsis». La sensation de plaisir génère une meilleure qualité de la vie. Le sport influence la santé psychique et réduit dès lors aussi l'absentéisme pour maladie, avec tous les effets économiques et financiers positifs que cela entraîne.

— La fonction d'interaction et d'intégration du sport. Le sport génère la camaraderie et la solidarité. L'existence d'intérêts partagés favorise la communication ainsi qu'une meilleure intégration entre des personnes et des groupes divers (allochtones, personnes âgées, handicapés, homosexuels, etc.) au sein d'une société, d'une institution ou d'une organisation (*Elling & De Knop 1997*). Le sport a un effet de démocratisation. Il contribue à un équilibre des forces entre des groupes représentant des caractéristiques différentes. Le sport sépare et rassemble à la fois les membres de la collectivité mais il favorise la communication tout en générant des symboles communs, une identité collective et un motif de solidarité (*Integratie door conflict — paradox: Lever, 1987*).

Onderstaande tabel wijst flagrant op een significatieve meerkost voor de ziekteverzekering voor niet-sportende personen.

«Deze grafiek is beschikbaar op papier en op de WWW-site van de Senaat (<http://www.senate.be>)»

Naast de zuivere lichamelijke gezondheidsfunctie zijn er nog diverse eigenschappen van sport die de leefkwaliteit verhogen en de toenemende «verzuring» van onze maatschappij kunnen tegengaan.

— De ontladings- en ontspanningsfunctie als uitlaatklep en kalmeringsmiddel tegen spanningen. Het uitleven van driften, het afleiden van agressie ... een lichamelijke en geestelijke ontlading als een soort «catharsis». Plezierbeleving leidt tot een hogere levenskwaliteit. Sport beïnvloedt de psychische gezondheid en vermindert derhalve ook het ziekteverzuim met alle positieve economische en financiële gevolgen vandien.

— De interactie- en integratiefunctie van sport. Het creëren van kameraadschap en solidariteit. Gedeelde interesses doen communiceren. Het bevorderen van de integratie tussen verschillende groepen en personen (allochtonen, ouderen, gehandicapten, homoseksuelen, enz.) in een maatschappij, instituut of organisatie (*Elling & De Knop, 1997*). Sport heeft een democratiserende werking. Het draagt bij tot het in evenwicht stellen van de machtsbalans tussen groepen met verschillende karakteristieken. Niettegenstaande het feit dat het de leden van de gemeenschap zowel opsplijst als bijeenbrengt, bevordert sport de communicatie en voorziet het in gemeenschappelijke symbolen, een collectieve identiteit en een reden voor solidariteit (*Integratie door conflict — paradox: Lever 1987*).

La fonction de contrôle social s'exerce parallèlement du fait que l'exercice d'un sport est générateur d'ordre.

— La fonction de développement du sport: il constitue une possibilité d'épanouissement, de meilleure connaissance de soi, de développement personnel, de formation du caractère, de plus grand respect de soi, de réalisation de soi ... bref, il favorise le développement de certains caractères et de certaines qualités morales comme la sportivité, l'honnêteté, le courage et la coopération.

Profil économique du sport

L'impact social du sport est énorme: un Européen sur trois s'intéresse activement au sport, et il existe quelque 550 000 clubs sportifs (*European Commission DGX 1998*) au sein de l'Union européenne. En 1969, 6% des adultes pratiquaient un sport dans un club. En 1977, ce pourcentage était passé à 16,5% et en 1989, à 25,5% (*Tab. e.a. 91*). Actuellement, 31% des adultes sont membres d'un club sportif (*Coopers & Lybrand 1997*). D'après la même étude, 73% des jeunes Flamands (3 à 15 ans) font du sport. Parmi les adultes (de 16 à 50 ans), 46% pratiquent encore activement un sport et parmi les seniors (+50), encore 34%.

En ce qui concerne ces nombreuses infrastructures privées et commerciales, il y a de grandes inconnues. Nous ne possédons aucune donnée précise à leur sujet.

Le nombre d'associations sportives affiliées aux fédérations sportives agréées par le Bloso a atteint 15 227 sections en 1999. Certaines grandes fédérations comme les fédérations de football, de basketball et de cyclisme ont encore une structure fédérale et ne sont, dès lors, ni agréées, ni enregistrées par le Bloso.

Si l'on prend en compte ces associations à structure fédérale, on peut estimer qu'il y a dans la Région flamande quelque 20 000 associations actives.

Les tableaux ci-dessous donnent un aperçu des activités sportives non fédéralisées en Flandre.

Services des sports et fonctionnaires sportifs

| Province | % communes | Fonctionnaires sportifs |
|-------------------------------|------------|-------------------------|
| Anvers | 48,6 | 44 |
| Brabant flamand | 27,7 | 28 |
| Limbourg | 81,8 | 48 |
| Flandre orientale | 46,2 | 44 |
| Flandre occidentale | 70,3 | 59 |
| Région flamande | 52,9 | 225 |

(1) Pourcentage des communes possédant un service des sports agréé et nombre de fonctionnaires sportifs subventionnés par province. Source: Bloso.

— De maatschappelijke controlefunctie is daarmee gelijklopend door de ordescheppende beleving van sportbeoefening.

— De ontwikkelingsfunctie van sport: het is een mogelijkheid tot zelfontplooiing, zelfkennis, persoonlijke ontwikkeling, karaktervorming, gevoel van eigenwaarde, zelfrealisatie ... kortom persoonlijkheidskenmerken en morele eigenschappen zoals sportiviteit, eerlijkheid, moed en samenwerking krijgen gestalte.

Economisch profiel van de sport

De sociale impact van de sport is enorm groot: één op drie Europeanen is actief betrokken bij sport en er bestaan circa 550 000 sportclubs in de Europese Gemeenschap (*European Commission DGX 1998*). In 1969 beoefende 6% van de volwassenen sport in clubverband. In 1977 was dit reeds 16,5% en in 1989 25,5% (*Tab. en andere 91*). Vandaag bedraagt het aantal volwassen clubsporters 31% (*Coopers & Lybrand 1997*). Volgens dezelfde studie doet in Vlaanderen 73% van de Vlaamse jeugd (3- tot 15-jarigen) aan sport. Van het aantal volwassen (16 tot en met 50 jaar) beoefent 46% nog actief een sport, en bij de senioren (+50) nog 34%.

Grote onbekende blijven de vele private en commerciële voorzieningen. Daarover hebben we echter geen precieze gegevens.

Het aantal sportverenigingen aangesloten bij de sportfederaties die door Bloso erkend worden, stijgt in 1999 tot 15 227 afdelingen. Sommige grote sportfederaties zoals voetbal-, basket- en wielrijdersbond functioneren vooralsnog federaal en worden daarom door het Bloso niet erkend noch geregistreerd.

Als men deze federaal georganiseerde verenigingen meerekent, dan mag het totaal aantal actieve sportverenigingen in het Vlaamse Gewest op 20 000 geraamd worden.

Onderstaande tabellen geven een beeld van de niet-gefederaliseerde sportactiviteiten in Vlaanderen.

Sportdiensten en sportfunctionarissen

| Provincies | % gemeenten | Sportieve ambtenaren |
|---------------------------|-------------|----------------------|
| Antwerpen | 48,6 | 44 |
| Vlaams Brabant | 27,7 | 28 |
| Limburg | 81,8 | 48 |
| West-Vlaanderen | 46,2 | 44 |
| Oost-Vlaanderen | 70,3 | 59 |
| Vlaamse Gewest | 52,9 | 225 |

(1) Percentage gemeenten met een erkende sportdienst en aantal gesubsidieerde sportfunctionarissen per provincie. Bron: Bloso.

Personnes pratiquant un sport dans une association

| Province | Nombre | % de la population |
|-------------------------------|---------|--------------------|
| Anvers | 349 244 | 21 |
| Brabant flamand | 169 480 | 17 |
| Limbourg | 127 315 | 16 |
| Flandre orientale | 195 561 | 14 |
| Flandre occidentale | 171 897 | 15 |
| Région flamande | 13 497 | 17 |

Un ménage flamand moyen consacre 1 735 euros (70 000 francs) par an au sport (source: *FET, dossier Sport et Économie*). Selon une étude de l'*Interuniversitair Onderzoekscentrum voor sportbeleid*, dirigé par la professeur Marijke Taks et Stefaan Késenne, qui se réfère à l'année 1996, cela représente 4,24 milliards d'euros ou 171 milliards de francs pour 2,3 millions de ménages, soit 3 % de la consommation et des dépenses d'investissement privées en Flandre. En 1982, on n'était encore qu'à 1,35 %. En chiffres absolus, le Flamand consacrait au sport cinq fois plus d'argent en 1996 qu'en 1982.

Des 4,24 milliards d'euros, le Trésor en récupère un tiers par le biais des prélèvements fiscaux et des cotisations de sécurité sociale; le Trésor s'enrichit en dormant, grâce aux sportifs.

Les autorités flamandes dépensent à peine 59,5 millions d'euros ou 2,4 milliards de francs par an pour le sport. Les communes flamandes investissent quasiment le quintuple: 300 millions d'euros ou 12 milliards de francs. Si l'on considère que le sport s'inscrit dans une politique de santé préventive, ce montant est ridiculement bas.

Il ressort de l'étude de Késenne qu'en 1982, les ménages flamands réalisaient 71 % du produit sportif régional brut. Depuis, un glissement s'est produit au détriment des budgets des ménages. Ceux-ci supportent actuellement 98 % des dépenses sportives. La quote-part des pouvoirs publics a été ramenée de 26 % en 1982 à 9 % quatorze ans plus tard.

Nous ne citons ici que des chiffres pour la Flandre. La dernière étude faite en Wallonie date d'il y a quinze ans. À supposer que la Flandre réalise environ 58 % du produit sportif total de notre pays, le produit sportif intérieur brut de la Belgique atteint environ 300 milliards de francs.

En matière d'emploi, l'activité économique qui se développe dans le secteur sportif flamand représente 70 500 emplois équivalents temps plein en Belgique et génère 58 milliards de francs de recettes fiscales et parafiscales.

Sportbeoefenaars in verenigingsverband

| Provincie | Aantal | % van de bevolking |
|---------------------------|---------|--------------------|
| Antwerpen | 349 244 | 21 |
| Vlaams Brabant | 169 480 | 17 |
| Limburg | 127 315 | 16 |
| West-Vlaanderen | 195 561 | 14 |
| Oost-Vlaanderen | 171 897 | 15 |
| Vlaamse Gewest | 13 497 | 17 |

Het gemiddeld Vlaams gezin besteedt jaarlijks 1 735 euro (70 000 frank) aan sport (bron: *FET, dossier Sport en Economie*). Volgens een studie van het Interuniversitair Onderzoekscentrum voor Sportbeleid, onder leiding van professor Marijke Taks en Stefaan Késenne, die relateert naar 1996, betekent dit 4,24 miljard euro of 171 miljard frank voor 2,3 miljoen gezinnen. Dit is 3 % van de Vlaamse private consumptie en investeringsbestedingen. In 1982 kwam men nog op 1,35 % uit. In absolute cijfers besteedt de Vlaming vijf keer meer aan sport in 1996 dan in 1982.

Van de 4,24 miljard euro vloeit een derde terug naar de Schatkist via belastingsheffing en sociale-zekerheidsbijdragen. Die wordt slapend rijk van de sporter.

De Vlaamse overheid spendeert jaarlijks amper 59,5 miljoen euro of 2,4 miljard frank aan de sport. De Vlaamse gemeenten investeren quasi het vijfvoudige: 300 miljoen euro of 12 miljard frank. Als sport preventief gezondheidsbeleid is, dan is dit een belachelijk laag bedrag.

Uit de Késenne-studie blijkt dat het Vlaams gezin in 1982 nog 71 % van het bruto regionaal sportproduct voor zijn rekening nam. Sedertdien is er een verschuiving ten nadele van de gezinsbudgetten. Die dragen tegenwoordig 98 % van de sportbestedingen. Het overheidsaandeel is gedaald van 26 % in 1982 naar 9 % veertien jaar later.

Er worden hier enkel cijfers voor Vlaanderen geciteerd. De laatste studie in Wallonië dateert van vijftien jaar geleden. In de veronderstelling dat Vlaanderen goed is voor ongeveer 58 % van het totale sportproduct in ons land, komt het Bruto Binnenlands Sport Product voor België in de buurt van 300 miljard frank.

Inzake werkgelegenheid is de economische activiteit in de Vlaamse sportsector goed voor 70 500 voltijds equivalente arbeidsplaatsen in België en voor 58 miljard frank fiscale en parafiscale ontvangsten.

C. 2004: l'Année européenne de l'éducation par le sport

Le Parlement européen et le Conseil souhaitent promouvoir le sport comme moyen d'éducation et améliorer son image dans la société. L'année 2004 a été choisie pour porter ce double objectif. Il est important que notre pays s'investisse lui aussi à fond pour faire de l'année du sport une réussite. En 2004 plus que jamais, inciter les gens à faire davantage de sport est une nécessité incontournable.

Le Parlement européen et le Conseil soulignent eux aussi l'importance du sport en tant que phénomène économique et social au sein de l'Union européenne. Celle-ci a reconnu à plusieurs reprises le rôle social essentiel joué par le sport, en particulier dans le domaine de l'éducation. La déclaration de Nice de décembre 2000 a rappelé l'importance du sport et a fait remarquer que l'Union devait, dans sa politique, tenir compte du rôle social, éducatif et culturel du sport. C'est pourquoi l'Année européenne de l'éducation par le sport sera axée principalement sur la fonction éducative du sport.

Les Jeux olympiques comme les jeux paralympiques qui se dérouleront à Athènes en 2004 seront l'occasion, pour l'Europe, d'attirer l'attention sur l'importance du sport.

La participation à des activités sportives renforce les objectifs et les initiatives de la Communauté en matière d'enseignement et, dans un cadre plus large, sur le plan de la politique sociale, en raison surtout du fait que le sport est accessible à tous et qu'il contribue au développement de valeurs telles que la coopération, la solidarité et la tolérance. Le sport joue un rôle important dans la réalisation des objectifs suivants :

— *promotion de l'apprentissage permanent*

Le sport fait déjà partie de l'enseignement dans les écoles et les universités et le fait qu'il soit accessible à tous, et à tous les âges, contribue à réaliser cet objectif.

— *promotion de la mobilité au sein de l'Union européenne*

Les échanges entre organisations et institutions sportives stimulent la mobilité au sein de l'Union européenne, notamment en matière d'enseignement.

— *création d'une société basée sur la connaissance*

Cela signifie qu'il faut mettre à profit non seulement les aptitudes intellectuelles, mais aussi les apti-

C. 2004: Europese jaar van opvoeding door sport

Het Europees Parlement en de Raad willen de sport als leermiddel en het imago van sport in de maatschappij verbeteren. Hiervoor werd 2004 gekozen. Het is belangrijk dat ook ons land zich maximaal inzet om van het jaar van de sport een succes te maken. Mensen aanzetten tot meer sport is in 2004 meer dan ooit een must.

Ook het Europees Parlement en de Raad wijzen erop dat sport een belangrijk economisch en sociaal fenomeen in de Europese Unie is geworden. De Europese Gemeenschap heeft de belangrijke maatschappelijke rol, en met name de educatieve rol van sport meermaals erkend. In de verklaring van Nice van december 2000 is het belang van sport nogmaals onderstreept en is erop gewezen dat de Gemeenschap in haar beleid rekening moet houden met de maatschappelijke, educatieve en culturele rol van sport. Daarom zal het Europees Jaar van opvoeding door sport vooral om de educatieve functie van sport draaien.

In 2004 zullen én de Olympische Spelen én de Paralympics in Athene in 2004 door Europa worden aangegrepen om het belang van sport onder de aandacht te brengen.

Deelname aan sportactiviteiten versterkt de doelstellingen en initiatieven van de Gemeenschap op het gebied van onderwijs en, in een breder kader, op het gebied van het sociaal beleid. Dit komt vooral doordat sport voor iedereen toegankelijk is en doordat sporten bijdraagt tot de ontwikkeling van waarden als samenwerking, solidariteit en tolerantie. Sport speelt een belangrijke rol in het verwezenlijken van de volgende doelstellingen :

— *bevordering van het levenslang leren*

Sport maakt al deel uit van het onderwijs op scholen en universiteiten en het feit dat sport voor iedereen en voor alle leeftijden toegankelijk is helpt deze doelstelling te bereiken.

— *bevordering van mobiliteit in de Europese Unie*

Uitwisselingen tussen sportorganisaties en -instellingen stimuleren de mobiliteit in de Europese Unie, met name op het gebied van onderwijs.

— *het creëren van een op kennis gebaseerde maatschappij*

Dit betekent dat niet alleen de intellectuele vaardigheden moeten worden benut, maar ook persoonlijke

tudes personnelles et sociales, permettant de jouer un rôle actif dans la société et sur le marché du travail. Le sport contribue au développement d'autres aptitudes et contrebalance de la sorte les effets négatifs de l'évolution rapide des nouvelles technologies, qui fait que l'on mène une vie de plus en plus sédentaire et isolée.

— *lutte contre l'exclusion sociale et la discrimination*

En ce qui concerne les objectifs plus larges de la politique sociale, le sport est un moyen important de lutter contre la discrimination et l'exclusion sociale. Du fait que le sport rassemble des personnes provenant de toutes les couches de la société, il stimule l'intégration des handicapés et de ceux qui, pour quelque raison que ce soit, sont exclus et il favorise l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Il faut accroître la consistance et la visibilité des possibilités de coopération entre le monde du sport et celui de l'enseignement, afin de mettre en relief le rôle du sport en tant qu'instrument d'éducation. Les objectifs sont les suivants :

- rendre les établissements d'enseignement et les organisations sportives réceptifs à la coopération;
- envisager comment les valeurs du sport peuvent être appliquées au développement des aptitudes de base (aptitudes physiques et aptitudes sociales telles que le travail en équipe, etc.);
- souligner la contribution positive du volontariat au développement des mouvements sportifs;
- favoriser la mobilité et les échanges scolaires, par exemple en organisant des événements sportifs;
- relancer la discussion sur les mesures visant à promouvoir l'intégration sociale des groupes défavorisés;
- stimuler l'intégration des activités sportives dans le programme d'études.

Le sport a beau être déjà accessible, les autorités peuvent contribuer de manière significative à inciter ceux qui ne pratiquent encore aucune activité sportive à prendre le chemin du club sportif. Le chèque-sport est une initiative qui s'inscrit parfaitement, parmi d'autres, dans cette politique à mener à l'échelon national.

Les activités et les initiatives de l'Année européenne se situeront aux niveaux communautaire, national, régional et local. L'objectif est de faire participer à la fois les États membres, les autorités nationales, les organisations sportives, les organisations d'enseigne-

en sociale vaardigheden waardoor men een actieve rol in de maatschappij en op de arbeidsmarkt kan spelen. Sport draagt bij tot de ontwikkeling van andere vaardigheden en biedt daardoor tegenwicht aan de negatieve effecten van de snelle ontwikkelingen op het gebied van nieuwe technologieën, waardoor men steeds meer een sedentair en geïsoleerd leven gaat leiden.

— *strijd tegen sociale uitsluiting en discriminatie*

Wat de bredere doelstellingen van het sociaal beleid betreft, is sport een belangrijk middel in de strijd tegen discriminatie en sociale uitsluiting. Doordat sport mensen uit alle lagen van de maatschappij samenbrengt, stimuleert het de integratie van gehandicapten en mensen die om welke reden dan ook buitengesloten zijn, en is het bevorderlijk voor de gelijke kansen voor mannen en vrouwen.

Er moet meer inhoud en zichtbaarheid gegeven worden aan de mogelijkheden voor samenwerking tussen de sportwereld en de onderwijswereld om de rol van sport als leermiddel te benadrukken. De doelstellingen zijn als volgt :

- de onderwijsinstellingen en de sportorganisaties ontvankelijk maken voor samenwerking;
- overwegen hoe de waarden van de sport kunnen worden toegepast bij het ontwikkelen van de basisvaardigheden (fysieke vaardigheden en sociale vaardigheden zoals teamwerk enz.);
- de positieve bijdrage van het vrijwilligerswerk aan de ontwikkeling van de sportbeweging onderstrepen;
- de mobiliteit en de uitwisselingen van scholieren bevorderen, bijvoorbeeld door het organiseren van sportieve evenementen;
- een discussie aanzwengelen over maatregelen om de maatschappelijke integratie van achtergestelde groepen te bevorderen;
- stimuleren dat sportieve activiteiten in het curriculum worden opgenomen.

Sport mag dan al toegankelijk zijn, de overheid kan een belangrijke bijdrage leveren om mensen die vandaag nog inactief zijn op sportief gebied de weg naar de sportclub te tonen. Een initiatief als de sportcheque, naast andere, past in deze te voeren nationale politiek.

De activiteiten en initiatieven voor het Europees Jaar zullen immers op communautair, nationaal, regionaal en lokaal niveau plaatsvinden. Het is de bedoeling dat zowel de lidstaten, de nationale overheden, sportorganisaties, onderwijsorganisaties als

ment et les écoles. Les actions peuvent être cofinancées par la Communauté!

La subvention dépend du type d'action, selon le caractère communautaire, national, régional ou local de celle-ci. Les entreprises privées peuvent, elles aussi, financer des activités, les organiser ou y participer. Les actions suivantes sont prévues pour l'année européenne :

- organisation de rencontres et de manifestations, notamment les conférences d'ouverture et de clôture de l'Année européenne, ainsi que de réunions à l'échelon européen;

- mise en place d'un système de bénévolat à l'occasion des Jeux olympiques et paralympiques d'Athènes en 2004 ainsi que d'autres événements sportifs au sein de la Communauté;

- lancement de campagnes d'information visant à propager les valeurs éducatives du sport;

- organisation de compétitions européennes pour promouvoir les thèmes de l'Année européenne;

- réalisation d'études et d'enquêtes sur les résultats de l'Année européenne;

- collaboration avec les médias en vue de promouvoir l'Année européenne;

- organisation de manifestations dans le but de fournir des informations et d'échanger des expériences pratiques positives.

Le succès de l'Année européenne dépend de l'engagement actif de tous les intéressés, notamment des États membres.

D. Statut des chèques-sport en droit fiscal et social

Les chèques doivent être qualifiés d'avantages sociaux collectifs immunisés, pour autant que les conditions définies par le Roi soient remplies. Comme la valeur immunisée a été fixée (200 euros), un article 38, 11^o*bis*, nouveau est inséré dans le CIR 1992.

Ils ne seront donc pas imposables pour le membre du personnel. Par contre, l'avantage accordé ne sera pas fiscalement déductible pour l'employeur (dépenses rejetées), conformément à l'article 53, 14^o, du CIR.

Les avantages sociaux collectifs sont des avantages qui sont accordés sans distinction à tous les membres du personnel d'une entreprise ou d'un secteur.

Dans cette optique, la présente proposition insère un article 19^{ter} dans l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la

scholen deelnemen. De acties kunnen medefinanciering van de Gemeenschap ontvangen!

De subsidie hangt af van het soort actie, dat wil zeggen of de actie een communautair, nationaal, regionaal of lokaal karakter heeft. Ook particuliere bedrijven kunnen activiteiten financieren, opstarten of eraan deelnemen. De volgende acties zijn voor het Europees Jaar gepland:

- het organiseren van ontmoetingen en manifestaties, waaronder de openings- en slotconferentie van het Europees Jaar, en van bijeenkomsten op Europees niveau;

- het opzetten van vrijwilligerswerk naar aanleiding van de Olympische Spelen en de Paralympics in Athene in 2004 en andere sportieve evenementen in de Gemeenschap;

- het lanceren van voorlichtingscampagnes om de educatieve waarden van de sport te verspreiden;

- het organiseren van Europese wedstrijden om de thema's van het Europees Jaar te promoten;

- het uitvoeren van studies en enquêtes naar de resultaten van het Europees Jaar;

- het samenwerken met de media om het Europees Jaar te promoten;

- het organiseren van manifestaties met als doel informatie te verstrekken en goede praktijkervaringen uit te wisselen.

Het succes van het Europees Jaar hangt af van een actieve inzet van alle betrokkenen, met name de lidstaten.

D. Fiscaal- en sociaalrechtelijke behandeling van de sportcheques

Sportcheques dienen als vrijgestelde collectieve, sociale voordelen te worden bestempeld, voor zover aan al de voorwaarden bepaald door de Koning is voldaan. Omdat de vrijgestelde waarde bepaald is (200 euro) wordt een nieuw artikel 38, 11^o*bis*, ingevoegd in het WIB 1992.

Ze zullen dus niet belastbaar zijn in hoofde van het personeelslid. Daartegenover staat dat het toegekende voordeel, overeenkomstig artikel 53, 14^o, WIB fiscaal niet aftrekbaar zal zijn voor de werkgever (verworpen uitgaven).

Collectieve sociale voordelen zijn voordelen die zonder onderscheid aan alle personeelsleden van een onderneming of sector worden toegekend.

Vanuit die optiek voegt dit voorstel een artikel 19^{ter} in in het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944

sécurité sociale des travailleurs, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 3 février 1998.

Il va de soi que les chèques-sport qui sont accordés sans que les conditions d'immunité soient remplies procurent au membre du personnel un avantage de toute nature. Dans ce cas, ils sont bel et bien soumis à l'impôt sur les revenus et, à titre de rémunération, aux cotisations de sécurité sociale. Les cotisations fiscales et sociales sont alors calculées sur la valeur que l'avantage représente pour le membre du personnel, c'est-à-dire la valeur commerciale du chèque-sport, diminuée de l'éventuelle intervention du travailleur.

L'arrêté royal ne prévoit pas de montant fixe pour l'intervention de l'employeur ni d'intervention minimale pour le travailleur. Cela engendrerait une charge administrative supplémentaire et superflue pour l'employeur. En outre, il ne serait guère aisé de fixer un tel montant.

Conformément à l'arrêté royal du 18 février 2003 (*Moniteur belge* du 6 mars 2003), qui prévoit que la partie de la rémunération ne servant pas de base au calcul des cotisations de sécurité sociale n'est pas prise en compte pour le calcul du montant du pécule de vacances des employés, aucun pécule de vacances ne sera calculé sur la valeur des chèques-sport.

Les chèques-sport ne sont pas utilisés pour les sports pratiqués dans les installations que l'employeur met à disposition. Cet avantage reste soumis aux dispositions en vigueur (voir Com.I.R. 38/27, 6°).

Les chèques-sport ne sont pas introduits par la voie de CCT ou de contrats individuels écrits. Pour avoir une chance de réussir, le système doit demeurer un instrument de rétribution souple pour l'employeur et ne peut pas être considéré comme un droit acquis naturel.

Nous proposons que le chèque-sport soit accordé une fois par an (d'une valeur maximale de 200 euros, pour ne pas être considéré comme une rémunération), par exemple à la fin de l'année civile.

*
* *

betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, zoals het is gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 februari 1998.

Sportcheques die worden toegekend zonder te voldoen aan de voorwaarden voor vrijstelling, doen in hoofde van het personeelslid uiteraard wel een voordeel van alle aard ontstaan. In dat geval zijn ze wel onderworpen aan inkomstenbelasting en worden ze als loon (onderworpen aan socialezekerheidsbijdragen). De fiscale en sociale bijdragen worden in dat geval berekend op de waarde dat het voordeel vertegenwoordigt in hoofde van het personeelslid, met andere woorden de handelswaarde van de sportcheque, verminderd met de eventuele werknemersbijdrage.

Er wordt in het koninklijk besluit in geen vast bedrag voorzien inzake tussenkomst van de werkgever of minimale bijdrage van de werknemer. Dit zou leiden tot een bijkomende en overbodige administratieve last voor de werkgever. Het bepalen van dergelijke bijdrage ligt daarenboven weinig voor de hand.

Conform het koninklijk besluit van 18 februari 2003 (*Belgisch Staatsblad* van 6 maart 2003) dat bepaalt dat het gedeelte van de bezoldiging waarop geen gewone socialezekerheidsbijdragen verschuldigd zijn, geen deel uitmaakt van de berekeningsbasis voor het vakantiegeld van bedienden, zal er geen vakantiegeld berekend worden op de waarde van de sportcheques.

De sportcheques worden niet aangewend voor sporten in de accommodatie die de werkgever ter beschikking stelt. Voor dit voordeel blijven de geldende bepalingen van toepassing (zie Com.IB 38/27, 6°).

Sportcheques worden niet door middel van CAO's of schriftelijke individuele overeenkomsten ingevoerd. Het systeem moet — wil het succes hebben — een soepel beloningsinstrument blijven in hoofde van de werkgever en kan niet als natuurlijk verworven recht worden beschouwd.

Wij stellen voor dat de sportcheque één maal per jaar wordt toegekend (maximale waarde 200 euro, om niet als loon te worden beschouwd), bijvoorbeeld op het einde van het kalenderjaar.

Jean-Marie DEDECKER.

*
* *

PROPOSITION DE LOITITRE I^{er}**Disposition générale**Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II

De la création d'un Fonds fédéral du sport

Art. 2

§ 1^{er}. Il est institué, auprès du ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, un organisme public doté de la personnalité juridique, dénommé «Fonds fédéral du sport».

Le siège du fonds est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Le Fonds fédéral du sport est classé dans la catégorie A de l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et placé sous la tutelle du ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

§ 3. Le Fonds fédéral du sport a pour objet de contribuer financièrement à l'organisation de grands événements sportifs dans le Royaume et de pourvoir aux infrastructures destinées à la formation des athlètes en vue de leur participation à ces événements.

§ 4. L'assemblée générale du Fonds fédéral du sport se compose d'un délégué des fédérations sportives agréées par l'autorité fédérale et par les communautés, qui comptent parmi leurs affiliés un nombre minimum fixé par le Roi, d'associations sportives et de sportifs.

§ 5. Le conseil d'administration se compose de dix membres, dont six sont désignés par le Roi et quatre par l'assemblée générale.

Un délégué du ministre qui a la Santé publique dans ses attributions assume la fonction d'administrateur délégué.

Les administrateurs sont nommés pour un terme de cinq ans. Leur mandat est renouvelable.

WETSVOORSTEL

TITEL I

Algemene bepaling

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II

Oprichting van een Federaal Sportfonds

Art. 2

§ 1. Bij de minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft wordt een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid opgericht, genaamd het Federaal Sportfonds.

De zetel ervan is gevestigd in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

§ 2. Het Federaal Sportfonds wordt ingedeeld in de categorie A van artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en staat onder het toezicht van de minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft.

§ 3. Het Federaal Sportfonds heeft tot doel heeft financieel bij te dragen tot de organisatie van groot-schalige sportevenementen in het Rijk en te voorzien in faciliteiten voor de opleiding van atleten met het oog op deelname aan die evenementen.

§ 4. De algemene vergadering van het Federaal Sportfonds is samengesteld uit één afgevaardigde van door de federale overheid en de gemeenschappen erkende sportfederaties waarbij een door de Koning bepaald minimumaantal sportverenigingen en sporters aangesloten zijn.

§ 5. De raad van bestuur bestaat uit tien leden, waarvan er zes door de Koning en vier door de algemene vergadering worden aangewezen.

Een afgevaardigde van de minister die Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, neemt de functie van gedelegeerd bestuurder waar.

De bestuurders worden voor vijf jaar benoemd. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Le conseil d'administration comprend autant de membres d'expression française que de membres d'expression néerlandaise.

Le Roi fixe les indemnités et les jetons de présence accordés aux membres du conseil d'administration.

§ 6. Le Fonds fédéral du sport est alimenté par :

1^o les recettes de toute nature, issues de ses activités visées au § 1^{er} de la présente loi;

2^o le produit des taxes prélevées par l'autorité fédérale sur les recettes des personnes participant à l'organisation des événements sportifs visés au § 1^{er};

3^o des gratifications, dons, donations et legs de toute nature;

4^o les versements effectués par les émetteurs de chèques-sport au sens de l'article 6 de la présente loi;

5^o le remboursement de subventions accordées par le Fonds fédéral du sport;

6^o les revenus fixés par le Roi.

§ 7. Avant le 31 mai de chaque année, le Fonds fédéral du sport rédige un rapport annuel relatif à l'exercice budgétaire écoulé et le transmet au gouvernement et aux chambres législatives fédérales.

§ 8. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités du fonctionnement et de la composition du Fonds fédéral du sport.

Art. 3

§ 1^{er}. Le Fonds fédéral du sport est exonéré de tous les impôts sur les revenus, des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque et de succession, des taxes assimilées au timbre ainsi que de toutes autres taxes directes ou indirectes.

Le Fonds fédéral du sport est également exonéré de tous impôts ou taxes au profit des provinces et des communes.

TITRE III

Des chèques-sport

CHAPITRE I^{er}

De l'octroi de chèques-sport

Art. 4

§ 1^{er}. L'employeur peut décider d'accorder une fois par an aux membres de son personnel un avantage collectif revêtant la forme de chèques-sport.

De raad van bestuur bestaat uit evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.

De Koning stelt vergoedingen en presentiegelden voor de leden van de raad van bestuur vast.

§ 6. Het Federaal Sportfonds wordt gestijfd door :

1^o de inkomsten van alle aard die voortkomen uit de in § 1 van deze wet bedoelde activiteiten van het Federaal Sportfonds;

2^o de ontvangsten van heffingen door de federale overheid geïnd op opbrengsten van de bij de organisatie van in § 1 bedoelde sportevenementen betrokken personen;

3^o toelagen, giften, schenkingen en legaten van alle aard;

4^o stortingen verricht door de uitgevers van sportcheques, zoals bepaald in artikel 6 van deze wet;

5^o terugbetalingen van door het Federaal Sportfonds verleende toelagen;

6^o door de Koning bepaalde inkomsten.

§ 7. Voor 31 mei van elk jaar stelt het Federaal Sportfonds een jaarverslag op dat betrekking heeft op het vorige begrotingsjaar. Dit jaarverslag wordt medegedeeld aan de regering en aan de federale wetgevende Kamers.

§ 8. De Koning bepaalt, bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regelen vast voor de werking en de samenstelling van het Federaal Sportfonds.

Art. 3

§ 1. Het Federaal Sportfonds is vrijgesteld van alle inkomstenbelastingen, de registratie-, zegel-, griffie-, hypotheek- en successierechten, de met het zegel gelijkgestelde taksen, alsmede de andere rechtstreekse of onrechtstreekse belastingen.

Het Federaal Sportfonds is eveneens vrijgesteld van alle belastingen of taksen ten voordele van de provincies en gemeenten.

TITEL III

De sportcheques

HOOFDSTUK I

Toekenning van sportcheques

Art. 4

§ 1. De werkgever kan beslissen zijn personeelsleden éénmaal per jaar een collectief voordeel toe te kennen onder de vorm van sportcheques.

§ 2. Le chèque-sport ne peut servir qu'à rembourser, d'une part, les frais inhérents à l'utilisation des installations appartenant soit à une association sportive affiliée à une fédération sportive agréée par un gouvernement de communauté, soit à un centre sportif qui a reçu un agrément spécial délivré à cet effet par le gouvernement de communauté, ou, d'autre part, les frais inhérents à la participation à des activités organisées par une telle association sportive ou un tel centre sportif.

Art. 5

§ 1^{er}. L'avantage accordé sous forme d'un chèque-sport est considéré comme une rémunération au sens de l'article 2 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

§ 2. Pour que, par dérogation au paragraphe précédent, le chèque-sport ne soit pas considéré comme une rémunération, son octroi aux membres du personnel doit satisfaire aux conditions fixées par le Roi.

CHAPITRE II

Des obligations des émetteurs de chèques-sport

Art. 6

L'émetteur de chèques-sport est tenu de reverser au Fonds fédéral du sport, selon les modalités déterminées par le Roi, un pourcentage, fixé par le Roi, de son chiffre d'affaires résultant de la vente de chèques-sport.

CHAPITRE III

Dispositions modificatives

Art. 7

Il est inséré dans l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 5 octobre 1999, un article 19^{ter}, rédigé comme suit :

«Art. 19^{ter}. — § 1^{er}. L'avantage accordé sous forme de chèque-sport est considéré comme rémunération.

Si un chèque-sport a été ou est octroyé en remplacement ou en conversion de la rémunération, de primes, d'avantages en nature ou d'un quelconque autre avantage ou complément à tout ce qui précède, passible ou non de cotisations de sécurité sociale, le § 2 n'est pas applicable.

§ 2. De sportcheque mag slechts gebruikt worden ter vergoeding van de kosten voortvloeiend uit het gebruik van de accommodatie van of de deelname aan activiteiten georganiseerd door een sportvereniging aangesloten bij een door een gemeenschapsregering erkende sportfederatie of door sportcentra die hiertoe door de gemeenschapsregering een bijzondere erkenning hebben ontvangen.

Art. 5

§ 1. Het voordeel toegekend onder de vorm van een sportcheque wordt als loon in de zin van artikel 2 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers beschouwd.

§ 2. Opdat de sportcheque in afwijking van de vorige paragraaf niet als loon wordt beschouwd, moet de toekenning van sportcheques aan personeelsleden aan door de Koning vastgestelde voorwaarden voldoen.

HOOFDSTUK II

Verplichtingen van de uitgevers van sportcheques

Art. 6

De uitgever van sportcheques is er toe gehouden op zijn omzet uit de verkoop van sportcheques een door de Koning vastgesteld percentage en op een door de Koning bepaalde wijze over te maken aan het Federaal Sportfonds.

HOOFDSTUK III

Wijzigingsbepalingen

Art. 7

In het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der werknemers, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 oktober 1999, wordt een artikel 19^{ter} ingevoegd, luidende :

«Art. 19^{ter}. — § 1. Het voordeel toegekend onder de vorm van een sportcheque wordt als loon beschouwd.

Indien een sportcheque werd of wordt verleend ter vervanging of ter omzetting van loon, premies, voordelen in natura of enig ander voordeel of een aanvulling hierbij, al dan niet bijdrageplichtig voor de sociale zekerheid, is §2 niet toepasselijk.

§ 2. Pour ne pas être considérés comme rémunération, les chèques-sport doivent simultanément satisfaire à toutes les conditions suivantes :

1° le chèque-sport doit être accordé sans distinction à tous les membres du personnel de l'employeur;

les chèques-sport accordés à une partie des membres du personnel ou à certaines catégories de celui-ci sont considérés comme rémunération;

2° le chèque-sport est délivré au nom du travailleur; cette condition est censée être remplie si son octroi et les données y relatives figurent au compte individuel du travailleur, conformément à la réglementation relative à la tenue des documents sociaux;

tous les chèques-sport octroyés sans que cette condition soit remplie sont considérés comme rémunération;

3° outre la date d'octroi, le chèque-sport mentionne clairement que sa validité est limitée à un an et qu'il ne peut servir qu'à rembourser, d'une part, les frais inhérents à l'utilisation des installations appartenant soit à une association sportive affiliée à une fédération sportive agréée par un gouvernement de communauté, soit à un centre sportif qui a reçu un agrément spécial délivré à cet effet par le gouvernement de communauté, ou, d'autre part, les frais inhérents à la participation à des activités organisées par une telle association sportive ou un tel centre sportif;

les chèques-sport sur lesquels ces mentions n'apparaissent pas sont considérés comme rémunération;

4° le chèque-sport ou les chèques-sport, s'il y en a plusieurs, mentionnent la contrevaletur monétaire annuelle, le cas échéant totale, qui ne peut dépasser le montant visé à l'article 38, 11°bis;

les chèques-sport dont la contrevaletur n'est pas indiquée sont considérés comme rémunération;

les chèques-sport dont la contrevaletur annuelle totale excède la contrevaletur visée à l'alinéa précédent sont considérés comme rémunération à concurrence du montant du dépassement.

§ 3. Pour la période qu'elle couvre, l'employeur doit mentionner sur sa déclaration à l'Office national de sécurité sociale et/ou à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales :

— le nombre de travailleurs bénéficiant de chèques-sport;

— le nombre de chèques-sport attribués.

§ 2. Opdat zij niet als loon worden beschouwd, moeten sportcheques terzelfder tijd aan alle volgende voorwaarden voldoen :

1° de sportcheque wordt aan alle personeelsleden van de werkgever toegekend zonder onderscheid;

sportcheques toegekend aan een deel van de personeelsleden of aan bepaalde categorieën van personeelsleden wordt als loon beschouwd;

2° de sportcheque wordt op naam van de werknemer afgeleverd; deze voorwaarde wordt geacht te zijn vervuld als de toekenning ervan en de daarop betrekking hebbende gegevens voorkomen op de individuele rekening van de werknemer, overeenkomstig de reglementering betreffende het bijhouden van de sociale documenten;

al de sportcheques toegekend zonder dat deze voorwaarde vervuld is worden als loon beschouwd;

3° de sportcheque vermeldt de datum van toekenning en vermeldt tevens duidelijk dat zijn geldigheidsduur beperkt is tot één jaar en dat hij slechts mag worden gebruikt ter vergoeding van de kosten voortvloeiend uit het gebruik van de accommodatie van of de deelname aan activiteiten georganiseerd door een sportvereniging aangesloten bij een door een gemeenschapsregering erkende sportfederatie of door sportcentra die hiertoe door de federale of door een gemeenschapsregering een bijzondere erkenning hebben ontvangen;

de sportcheques waarop deze vermeldingen niet zijn aangebracht worden als loon beschouwd;

4° de sportcheque vermeldt of, zo er verscheidene sportcheques worden toegekend, vermelden de monetaire tegenwaarde die jaarlijks, in voorkomend geval in totaal, het in artikel 38, 11°bis, vermelde bedrag niet te boven mag gaan;

de sportcheques waarvan de tegenwaarde niet wordt vermeld worden als loon beschouwd.

De sportcheques waarvan de jaarlijkse tegenwaarde in totaal de jaarlijkse in het vorig lid bedoelde tegenwaarde overschrijdt wordt voor het gedeelte dat dit bedrag wordt overschreden als loon beschouwd.

§ 3. Voor de periode die ze dekt, moet de werkgever op zijn aangifte aan de Rijksdienst voor de sociale zekerheid en/of aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten vermelden :

— het aantal werknemers begunstigd met sportcheques;

— het aantal toegekende sportcheques.

Art. 8

Il est inséré à l'article 38 du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 10 août 2001, un point 11^o*bis*, rédigé comme suit:

« 11^o*bis* l'octroi de chèques-sport au sens de la loi du ... créant un Fonds fédéral du sport et instaurant des chèques-sport, dans la mesure où leur montant n'excède pas 200 euros par an; ce montant est indexé annuellement sur la base de l'indice santé. »

Art. 9

L'article 52 du même Code, modifié en dernier lieu par la même loi, est complété par un point 12^o, rédigé comme suit:

« 12^o le pourcentage versé au Fonds en vue de l'organisation de grands événements sportifs dans le Royaume, au sens de l'article 7 de la loi du ... créant un Fonds fédéral du sport et instaurant des chèques-sport. »

Art. 10

L'article 53, 14^o, du même Code est complété *in fine* par les mots « ou 38, 11^o*bis* ».

CHAPITRE IV

Entrée en vigueur

Art. 11

La présente loi entre en vigueur à une date à fixer par le Roi.

27 novembre 2003.

Art. 8

In artikel 38 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, laatst gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001, wordt een 11^o*bis* ingevoegd, luidende:

« 11^o*bis* de toekenning van sportcheques in de zin van de wet van ... tot oprichting van een Federaal Sportfonds en invoering van sportcheques, in de mate dat ze 200 euro per jaar niet overschrijden; dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd met als referentie-index het gezondheidsindexcijfer. »

Art. 9

Artikel 52 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij dezelfde wet, wordt aangevuld met een 12^o, luidende:

« 12^o het percentage overgemaakt aan het Fonds voor de organisatie van grootschalige sportevenementen in het Rijk, zoals bedoeld in artikel 7 van de wet van ... tot oprichting van een Federaal Sportfonds en invoering van sportcheques. »

Art. 10

Artikel 53, 14^o, van hetzelfde Wetboek wordt *in fine* aangevuld met de woorden « of 38, 11^o*bis* ».

HOOFDSTUK IV

Inwerkingtreding

Art. 11

Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

27 november 2003.

Jean-Marie DEDECKER.